



## Déclaration FO CSA 2 avril

Monsieur le Directeur Académique,

Le gouvernement Lecornu-Macron a imposé par l'article 49-3 un budget de guerre et d'austérité, d'une violence inouïe contre les services publics, l'hôpital et l'École publique en particulier, et contre les droits et garanties collectives des salariés et des agents publics.

De l'argent, il y en a pour offrir, cette année encore, aux patrons, sans conditions ni contreparties, 211 milliards d'euros en exonérations d'impôts et de cotisations sociales. Résultat, comme l'a établi l'ONG Oxfam, les 53 milliardaires français détiennent autant que 50 % de la population française.

Alors que les services publics sont à l'os, le Président Macron et son 1<sup>er</sup> Ministre Lecornu ont décidé d'augmenter encore le budget de l'armée de 8,5 milliards d'euros pour des munitions, en plus des 439 milliards d'euros prévus entre 2024 et 2030.

Représentants FO du personnel, nous dénonçons l'économie de guerre qui est d'abord une guerre contre les services publics, les acquis sociaux, le pouvoir d'achat des travailleurs.

Entre autres conséquences dans le Vaucluse, 12 suppressions de postes dans le premier degré. Votre projet de carte scolaire, en l'état, aggraverait les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail des enseignants. FO le dénonce et s'y opposera aujourd'hui encore, ce soir au CDEN qui ne marquera pas la fin de notre mobilisation, que le pouvoir se le dise !

**FO constate quotidiennement le manque de moyens, une situation qui ne peut plus durer et qui impacte les conditions de travail des personnels et les conditions d'apprentissage des élèves : des besoins de remplacement non couverts, des AESH en nombre insuffisant, un manque criant de places dans les établissements spécialisés, des RASED en sous-effectif, une médecine scolaire décimée, un climat scolaire qui se dégrade, avec une montée des violences...**

L'urgence pour FO, c'est donc l'allègement des effectifs partout, c'est d'ouvrir des classes à hauteur des besoins, de créer au moins 50 postes de remplaçant (5 par circonscription), de restaurer les RASED complets (1 par groupe scolaire) et non de fermer une quarantaine de classes.

Il n'y a aucune volonté de la part de M. le Recteur et de votre part d'améliorer le remplacement puisque dans notre département, aucun poste de remplaçant n'est créé alors que parfois des centaines de classes ne sont pas remplacées en période hivernale. Ce n'est pas votre Note sur la réorganisation du remplacement dans le département qui va améliorer celui-ci. Vous le savez aussi, puisque vous proposez de ne plus affecter les TR sur les 12 jours de décharge des directions d'écoles de 1 à 3 classes afin que ces TR puissent uniquement effectuer des suppléances d'enseignants absents.

Nous vous demandons de nous indiquer combien de TR occupent des postes vacants qui devraient être pourvus par la Liste complémentaire à laquelle le ministère se refuse de recourir ?

Depuis des semaines, une grande partie des formations des collègues sont annulées puisque vous utilisez les brigades comme des TR départementaux.

FO vous demande le rattrapage de tous les jours de formation non réalisés de nos collègues. La Formation, est un droit, vous devez le respecter !

La semaine prochaine, des brigades sont amenés à faire des remplacements à plus de 50 kms de chez eux. C'est inacceptable pour FO et d'autant plus que les indemnités de remplacement n'ont pas été revalorisées, et que les prix des carburants flambent !

Ce qui se passe actuellement pour les brigades, si vous maintenez votre départementalisation du remplacement sera la règle pour tous nos collègues remplaçants !

FO refuse cette régression et exige le maintien des 10 zones de remplacement (circonscriptions) et la distinction entre Brigades et TR.

Nous demandons aussi une amélioration des décharges de direction :

-1/4 de décharge à minima tous les 15 jours pour les écoles d'1 à 3 classes.

-1/2 décharge à partir de 8 classes.

-Décharge totale à partir de 10 classes

ainsi qu'une aide administrative à toutes les directions d'école.

Pour conclure, FO apporte son total soutien aux enseignants mobilisés avec des parents d'élèves et des élus locaux en défense des conditions de travail dans leur école.